

## Au troisième trimestre 2012 : forte dégradation

*Au troisième trimestre 2012, le climat conjoncturel en Languedoc-Roussillon reste dégradé. L'activité économique a continué à ralentir dans la plupart des secteurs concurrentiels. L'avenir reste incertain, à l'image des carnets de commande qui se contractent et d'une sous-utilisation des capacités de production. L'activité et l'emploi diminuent encore dans le secteur de la construction. Les mises en chantier continuent à ralentir et la commercialisation de logements chute. Le secteur des services, jusqu'alors protégé, connaît également une mauvaise passe. En effet, l'activité dans les services baisse, notamment pour le secteur immobilier. La fréquentation touristique du troisième trimestre est en demi-teinte surtout dans l'hôtellerie. Malgré tout, le tourisme d'affaires continue à tirer son épingle du jeu, et la fréquentation dans les campings maintient un bon niveau par rapport aux années précédentes. Les créations d'entreprises, traditionnellement dynamiques dans la région, continuent de marquer le pas ce trimestre. Les pertes d'emploi salarié, en fin de trimestre, s'intensifient dans le secteur concurrentiel : - 3 800 postes après - 1 150 le trimestre précédent. L'emploi dans les services marchands, et plus particulièrement dans l'hôtellerie et restauration, diminue pour la première fois depuis le début de l'année. Le nombre de demandeurs d'emploi augmente, quant à lui, chaque mois depuis novembre 2010. Au troisième trimestre 2012, près de 4 500 demandeurs d'emploi supplémentaires (catégorie A, B et C) se sont inscrits à Pôle emploi. Le taux de chômage s'établit désormais à 13,8 % de la population active, soit au niveau élevé du début des années 2000.*

*Isabelle DIOUM, Nicolas MILLET, Stéphane DURAND, Insee Languedoc-Roussillon*

### Le contexte international

Les économies avancées<sup>1</sup> ont connu une légère croissance au troisième trimestre 2012 (+ 0,2 % après + 0,1 %). Derrière ce mouvement d'ensemble apparaissent de grandes divergences : l'activité a nettement accéléré aux États-Unis et au Royaume-Uni, tandis qu'elle s'est de nouveau contractée dans la zone euro et a chuté au Japon. Au quatrième trimestre 2012, l'activité calerait dans les économies avancées (0,0 %), sous l'effet du retour à la normale au Royaume-Uni, et d'un contrecoup aux États-Unis. Elle se contracterait dans la zone euro (- 0,3 %).

L'activité aux États-Unis progresserait au premier semestre 2013 à un rythme modéré (respectivement + 0,4 % et + 0,5 % aux premier et deuxième trimestres). Sous l'hypothèse d'un accord aux États-Unis permettant de limiter l'ampleur du choc budgétaire, les économies avancées redémarreraient progressivement début 2013. D'une part, la demande intérieure dans la zone euro cesserait de baisser grâce à l'apaisement des tensions financières et à l'orientation un peu moins restrictive des politiques budgétaires. D'autre part, la croissance dans les économies émergentes s'accélérait légèrement, du fait notamment de l'assouplissement passé de leurs politiques monétaire et budgétaire. En zone euro, l'activité se stabiliserait début 2013 (0,0 % au premier trimestre puis + 0,1 % au deuxième trimestre 2013). L'économie européenne profiterait de l'accélération de la demande qui lui est adressée par ses partenaires. Par ailleurs, la consommation des ménages se stabiliserait début 2013 ; le repli du pouvoir d'achat des ménages s'atténuerait grâce à la modération de l'inflation et de la moindre intensité dans l'effort de consolidation budgétaire.

<sup>1</sup> Australie, Canada, Corée, Danemark, États-Unis, zone Euro, Hong Kong, Israël, Japon, Norvège, Nouvelle Zélande, Royaume-Uni, Singapour, Suède, Suisse, province chinoise de Taiwan et République tchèque.

### Le contexte national

Au troisième trimestre 2012, l'activité française est quasi stable, + 0,1 % après un recul de - 0,1 % au trimestre précédent. Entraînée par le dynamisme de l'activité manufacturière et soutenue également par la bonne tenue des dépenses de ménages en services, la production de services marchands s'accroît. Les exportations augmentent légèrement (+ 0,6 % après + 0,3 %) portées par le rebond des ventes de matériels de transport et notamment le niveau exceptionnel des ventes aéronautiques et spatiales, alors que les importations subissent le contrecoup d'un deuxième trimestre dynamique (- 0,5 % après + 1,6 %). Enfin, l'activité est soutenue par le rebond de la consommation des ménages (+ 0,2 % après - 0,2 %).

L'activité reculerait au quatrième trimestre 2012 (- 0,2 %), notamment parce que la production manufacturière se replierait nettement (- 1,5 %) ce qui aurait des effets d'entraînement défavorables sur le reste de l'économie.

Par la suite, la demande, interne comme externe, ferait néanmoins preuve d'une certaine résistance. Celle-ci permettrait à la production manufacturière de se stabiliser au premier semestre 2013 et à l'activité dans les services de retrouver un peu de vigueur. Au total, l'activité progresserait sur un rythme modeste au premier semestre 2013 (+ 0,1 % par trimestre), soutenue par les exportations qui accélèreraient légèrement et par la stabilisation de la consommation des ménages. L'investissement des entreprises se stabiliserait également progressivement en début d'année, après la baisse observée au dernier semestre de 2012.

Malgré le léger regain d'activité au troisième trimestre 2012, l'emploi dans les secteurs marchands non agricoles a nettement reculé (- 42 000). Avec la faiblesse de l'activité, la situation sur le marché de l'emploi continuerait de se détériorer d'ici mi-2013 : en moyenne, 40 000 postes par trimestre seraient supprimés à l'horizon de la prévision. Le taux de chômage s'est établi à 10,3 % de la population active au troisième trimestre 2012 (9,9 % en France métropolitaine). Sa hausse se poursuivrait à l'horizon de la prévision : il atteindrait 10,5 % fin 2012 et 10,9 % mi-2013 (respectivement 10,1 % et 10,5 % en France métropolitaine).

Divers aléas sont associés à ce scénario. Le taux d'investissement des entreprises françaises est aujourd'hui relativement élevé. Un ajustement marqué à la baisse, non inscrit dans notre scénario, est donc possible. À l'inverse, l'économie française pourrait bénéficier d'un soutien extérieur plus important que prévu, si l'accélération en cours dans les pays émergents prenait de l'ampleur ou si l'apaisement des tensions sur les marchés financiers dans la zone euro dégelait rapidement les comportements de dépense des consommateurs et des entreprises.

## Synthèse régionale

Au troisième trimestre 2012, l'économie du Languedoc-Roussillon est marquée par une dégradation des principaux indicateurs conjoncturels. L'ensemble des secteurs d'activité montre des signes de ralentissement de plus en plus marqués, en lien avec la dégradation de l'environnement économique national et international. Dans l'industrie, selon les chefs d'entreprise interrogés dans les enquêtes de conjoncture, les carnets de commandes restent peu étoffés et les stocks demeurent élevés. L'activité continue de se dégrader dans le secteur de la construction et des activités immobilières. La baisse des mises en chantier (près de 7 500 logements construits de moins sur un an) provoque un réel manque d'activité pour les entreprises du secteur. Côté perspectives, les indicateurs conjoncturels ne laissent pas présager d'amélioration à court terme. En effet, les difficultés actuelles de commercialisation risquent d'accélérer la baisse des autorisations de construire dans les mois qui viennent. Autre signe négatif, les prêts à l'habitat distribués par les banques continuent de décélérer ce trimestre. L'activité est globalement en retrait dans le commerce. Seuls les professionnels du commerce de gros des produits alimentaires tirent leur épingle du jeu. En revanche, l'activité du commerce de détail et de la réparation d'automobiles a de nouveau ralenti. Ainsi, sur les neufs premiers mois de l'année, les ventes de véhicules neufs se sont effondrées (- 16,8 % dans la région) en raison du très fort recul du début d'année marqué par la fin du dispositif de prime à la casse. Même si la production viticole de la région représente encore près de 30 % de la production nationale, la récolte est beaucoup moins abondante par rapport à la très bonne année 2011. Après cinq mois de campagne, cette baisse est, en partie, compensée par une élévation du prix des vins. La fréquentation touristique durant l'été est également en demi-teinte. Globalement, le nombre de nuitées dans les hôtels et les campings de la région est en baisse par rapport à l'année précédente. Cependant, il reste proche de la moyenne de la décennie passée pour les hôtels (2011 ayant été une très bonne année). Quant aux campings, il s'agit de la deuxième meilleure fréquentation pour un troisième trimestre depuis dix ans après le record de 2011. La persistance de la crise impacte également le nombre d'entreprises créées dans la région. Sur les neufs premiers mois de l'année, le nombre de créations recule de - 1,8 %. Seules les créations sous le régime de l'auto-entrepreneur se maintiennent.

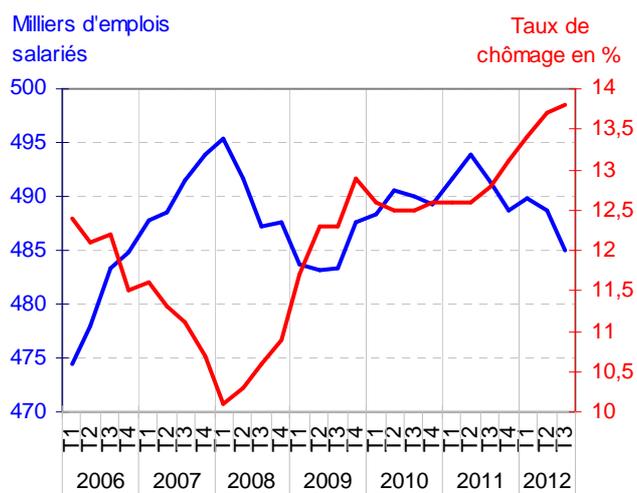
Dans ce contexte de réduction de l'activité économique, l'emploi salarié régional des secteurs marchands non agricoles continue de se contracter. Au troisième trimestre 2012, les pertes d'emploi salarié s'intensifient : - 3 800 postes après - 1 150 le trimestre précédent. Fait nouveau, après deux trimestres consécutifs de hausse, le secteur des services marchands hors intérim ne crée pas d'emplois. Dans la région, depuis la courte éclaircie de l'emploi au premier semestre 2011, ce sont près de 8 900 emplois salariés qui ont été perdus depuis fin juin 2011.

Face à cette réduction de l'emploi salarié, le nombre de chômeurs augmente significativement. Fin septembre 2012, le nombre de demandeurs d'emploi (catégories A, B et C) atteint un nouveau pic avec 233 600 personnes inscrites à Pôle emploi.

Sur un an, la hausse est de + 9,6 %, soit + 20 400 demandeurs d'emploi supplémentaires.

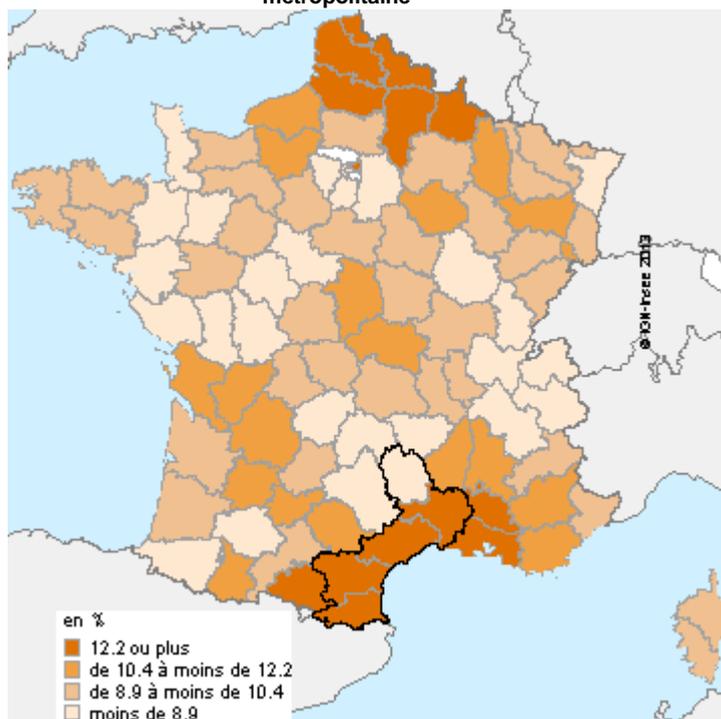
Il s'agit de la deuxième plus forte progression annuelle du nombre de demandeurs d'emploi après la Bretagne. En recul de - 16,8 % depuis un an, les offres d'emploi proposées par Pôle Emploi, n'augurent pas de retournement. Conséquence directe des pertes d'emploi et de l'augmentation du nombre de demandeurs d'emploi, le taux de chômage dans la région se dégrade à nouveau. Celui-ci augmente de + 0,1 point par rapport au trimestre précédent pour s'établir à 13,8 % de la population active fin septembre 2012.

### Emplois salariés dans les secteurs marchands non agricoles en Languedoc-Roussillon et taux de chômage régional



Source : Insee, estimations d'emploi et taux de chômage localisés.

### Taux de chômage localisés par département en France métropolitaine



Source : Insee, taux de chômage localisés

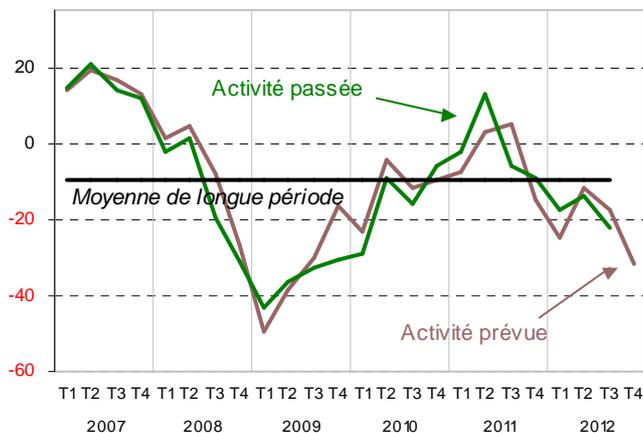
## Activité économique

### Les clignotants sont dans le rouge dans la construction

Au troisième trimestre 2012, selon l'enquête de conjoncture dans le bâtiment, l'opinion des chefs d'entreprises sur l'activité passée se dégrade. Le solde d'opinion reste en dessous de sa moyenne de longue période. Cette baisse du rythme d'activité concerne aussi bien le gros œuvre que le second œuvre. Tous les sous-secteurs de la construction sont concernés par cette morosité. Les constructeurs de logements neufs confirment la baisse d'activité ressentie depuis mi-2011. Le secteur de l'entretien-amélioration qui montrait des signes de résistance est, lui aussi, en baisse d'activité ce trimestre. Les perspectives d'activité pour les mois à venir ne laissent pas attendre d'amélioration pour ces deux secteurs. L'incertitude pèse sur le renouvellement des carnets de commandes. La demande tant privée que publique continue à faire défaut alourdissant un peu plus la situation des stocks. D'une manière générale, les professionnels du bâtiment jugent l'activité générale de leur secteur en grande difficulté et les tensions sur l'emploi devraient continuer à se faire ressentir. Le climat conjoncturel est aussi morose dans l'industrie du bâtiment<sup>1</sup> au niveau national. Les entrepreneurs estiment que leur activité se dégrade sur la période récente et demeurent pessimistes sur le niveau d'activité dans les prochains mois.

#### Soldes d'opinion des chefs d'entreprises sur l'activité dans le bâtiment en Languedoc-Roussillon

(Unité : % solde d'opinion, différence entre le pourcentage de réponses positives et le pourcentage de réponses négatives)



Source : Insee - enquête nationale de conjoncture pondérée par la structure régionale des établissements selon leur secteur et taille

Les entrepreneurs dans les travaux publics de la région, interrogés au troisième trimestre 2012, mentionnent également une dégradation du climat conjoncturel. Pour eux aussi, les carnets de commande tant privée que publique font défaut. En outre, la profession doit faire face aux difficultés de financement des collectivités locales, avec ses conséquences négatives en termes de lancement de nouveaux projets. Les capacités de production sont ainsi au plus bas. Les entrepreneurs font également état d'un allongement des délais de paiement alourdissant encore un peu plus une trésorerie déjà très

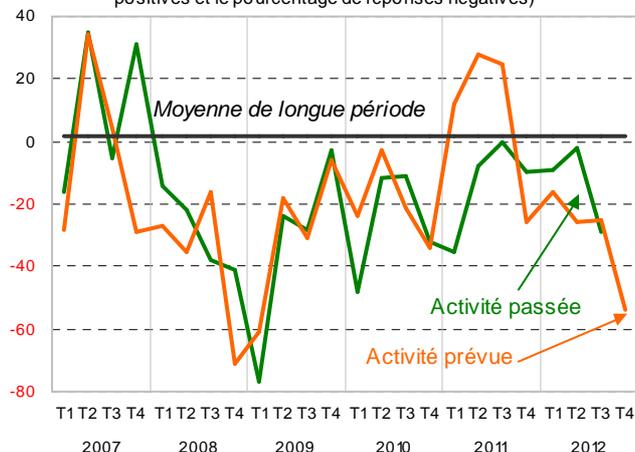
<sup>1</sup> Le champ de l'industrie du bâtiment concerne les entreprises de plus de 10 salariés

tendue. Dans ce climat, l'emploi au cours des prochains mois devrait continuer à reculer.

Au niveau national, l'activité dans les travaux publics a augmenté au troisième trimestre. En revanche, les chefs d'entreprise sont pessimistes pour les trois prochains mois.

#### Soldes d'opinion des chefs d'entreprises sur l'activité dans les travaux publics en Languedoc-Roussillon

(Unité : % solde d'opinion, différence entre le pourcentage de réponses positives et le pourcentage de réponses négatives)



Source : enquête régionale de conjoncture - Fédération Régionale des Travaux Publics du Languedoc- Roussillon

#### Logements neufs : le repli se poursuit

En Languedoc-Roussillon, la forte baisse des mises en chantier, entamée depuis le deuxième semestre 2011, se poursuit au troisième trimestre 2012. Entre juillet et septembre 2012, 4 130 logements ont été commencés, soit une baisse de - 29,6 % par rapport à la même période un an plus tôt. Jamais un trimestre n'avait été aussi bas depuis le deuxième trimestre 2003. Sur douze mois glissants, la baisse des mises en chantier atteint - 27,7 %, soit près de 7 500 logements de moins construits sur un an.

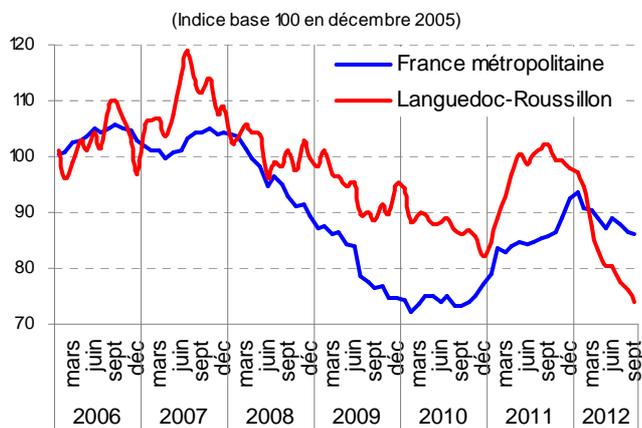
2 230 logements ordinaires individuels (maisons) et 1 880 logements collectifs (appartements) ont été mis en chantier, soit un recul de respectivement - 29,5 % et - 29,9 % par rapport au troisième trimestre 2011. La Fédération des promoteurs immobiliers note également une forte chute des ventes enregistrées. Sur l'année 2012, les promoteurs anticipent un volume des ventes compris entre 3 500 et 4 000 logements, chiffres très éloignés des 7 000 logements vendus en 2011.

La chute du nombre de logements commencés s'observe également au niveau national, - 14,5 % par rapport au deuxième trimestre 2011.

La baisse des permis de construire est moins importante. Au troisième trimestre 2012, les autorisations de construire se replient de - 4,4 % par rapport au même trimestre un an plus tôt. Les évolutions sont contrastées selon les différents secteurs : - 3,7 % pour le logement individuel et, surtout, - 15,6 % pour le logement collectif. La relative résistance à la baisse des autorisations s'explique, en partie, par l'abandon de projets une fois le permis déposé, faute de réservations suffisantes. Les difficultés de commercialisation actuelles devraient accélérer la baisse des autorisations dans les mois qui viennent.

Selon la Fédération des promoteurs, la situation n'est pas la même d'un territoire à l'autre. Au troisième trimestre 2012, les trois quarts des 810 ventes conclues se sont réalisés dans la communauté d'agglomération de Montpellier. Par ailleurs, depuis le début de l'année, les ventes sont en baisse de -45 % dans la région (-38 % pour la communauté d'agglomération de Montpellier, -57 % pour celle de Perpignan et -63 % pour celle de Nîmes).

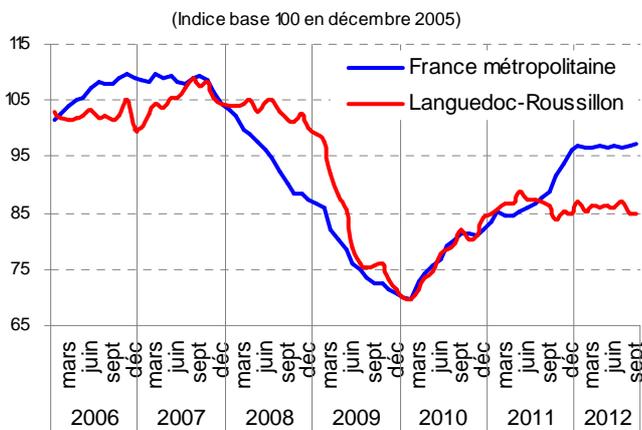
### Évolution du nombre de logements commencés



Note : Données mensuelles brutes, en date de prise en compte. Chaque point représente le nombre de logements des 12 derniers mois.

Source : SoeS, Sit@del

### Évolution du nombre de logements autorisés à la construction



Note : Données mensuelles brutes, en date de prise en compte. Chaque point représente le nombre de logements des 12 derniers mois.

Source : SoeS, Sit@del

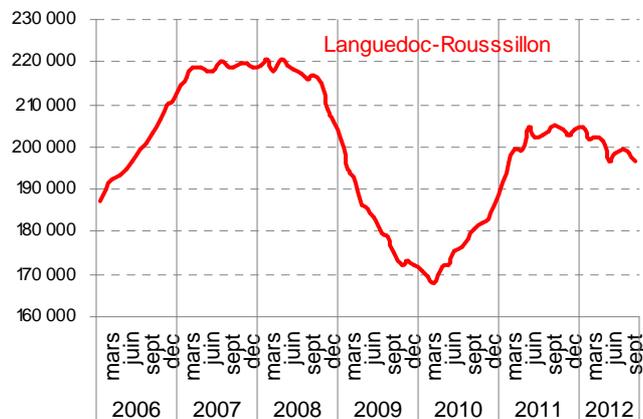
**Avertissement :** Suite à un phénomène de rattrapage statistique de l'instruction des permis de construire par les services de l'Etat, concentré dans un nombre réduit de régions, le profil du glissement du cumul annuel peut être légèrement biaisé pour la France Métropolitaine.

Les difficultés du secteur de la construction sont en partie dues à diverses mesures adoptées depuis début 2012 : la forte réduction des avantages fiscaux accordés à l'investissement locatif, le resserrement des conditions de crédit bancaire, ou encore le relèvement de la TVA réduite. D'autres facteurs macro-économiques ont fragilisé la demande de logements : la baisse du pouvoir d'achat des ménages, le ralentissement de l'activité

économique et la forte dégradation sur le marché du travail.

La contraction de la demande se traduit également par une diminution de la production de matériaux. Sur un an, la consommation de béton prêt à l'emploi recule de -4,1 % en Languedoc-Roussillon par rapport aux douze mois précédents.

### Évolution de la Consommation de Béton Prêt à l'Emploi (en m3)



Note : Données mensuelles brutes. Chaque point représente la consommation de béton prêt à l'emploi en m3 des 12 derniers mois.

Source : Syndicat National du Béton prêt à l'emploi (SNBPE)

Une éclaircie pourrait venir de la construction de logements sociaux. Environ 4 000 logements sociaux sont programmés sur l'exercice 2012.

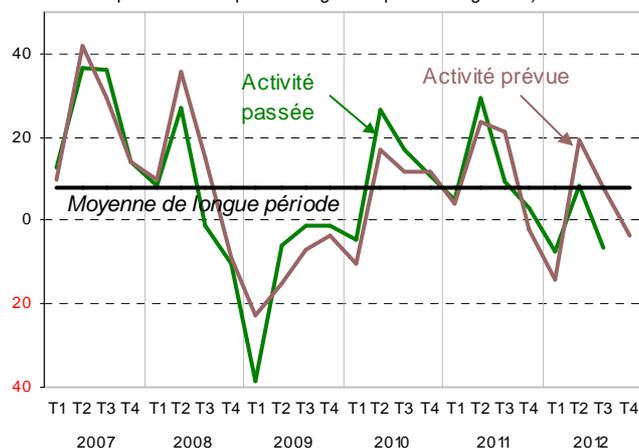
### L'activité dans les services orientée à la baisse

Les entrepreneurs des services jugent l'activité en retrait, tant au niveau régional que national, au troisième trimestre 2012. Ils sont également pessimistes dans leurs anticipations d'activité et de demande pour les mois à venir.

Les chefs d'entreprises estiment que l'activité du troisième trimestre s'est dégradée dans le secteur de l'hébergement et de la restauration et que le climat reste atone dans les activités immobilières et de soutien aux entreprises.

### Soldes d'opinion des chefs d'entreprises sur l'activité dans les services en Languedoc-Roussillon

(Unité : % solde d'opinion, différence entre le pourcentage de réponses positives et le pourcentage de réponses négatives)



Source : Insee - enquête nationale de conjoncture pondérée par la structure régionale des établissements selon leur secteur et taille

## Une fréquentation touristique en demi-teinte

De juillet à septembre 2012, 3,8 millions de touristes ont séjourné dans les hôtels et les campings de la région pour un total de 18,9 millions de nuitées. Sur ces deux types d'hébergements, la fréquentation touristique se replie de -1,3 % par rapport au troisième trimestre 2011. Cette baisse se retrouve au niveau national mais de façon moins marquée (-0,9 %).

Certes en recul, la fin de la saison touristique n'en est pas pour autant mauvaise. Ce fléchissement est relatif à une année 2011 qui avait atteint des records de fréquentation. Ainsi, l'activité touristique régionale reste à un niveau élevé plaçant le Languedoc-Roussillon au troisième rang des régions françaises derrière la Provence-Alpes-Côte d'Azur et l'Île-de-France ce trimestre.

Au cours du troisième trimestre 2012, 15,8 millions de nuitées ont été enregistrées dans les campings. Bien qu'en deçà du niveau du troisième trimestre 2011, le nombre de nuitées reste largement supérieur à ceux observés au cours de la dernière décennie. L'allongement de la durée des séjours, de 7,5 à 7,7 jours, est à l'origine du maintien de la fréquentation à un haut niveau. Il permet, en effet, de limiter la baisse de fréquentation mesurée en nombre de nuitées (-1,3 %), le nombre de séjours présentant une baisse plus importante (-4,1 %).

Ce prolongement de la durée des séjours est lié à une tendance qui se confirme encore ce trimestre : les touristes, à la recherche de plus de confort, optent davantage pour les emplacements disposant d'un hébergement léger comme les mobile-homes pour lesquels la durée de séjour est plus importante. De fait, ces emplacements, peu représentés dans l'offre en emplacements de passage (36 %), sont désormais le lieu d'accueil d'une nuitée sur deux.

Les bons résultats sont aussi portés par la fréquentation des étrangers, en très forte hausse de +4,6 %, soit +200 000 nuitées (contre +0,2 % au niveau France métropolitaine). Ce gain se réalise ici encore par le biais de la durée des séjours dont l'augmentation est bien plus importante pour les touristes étrangers que français. Ainsi, cet accroissement de la fréquentation masque une légère baisse de -0,3 % du nombre de séjours de touristes étrangers. Les principales clientèles étrangères (Pays-Bas, Allemagne et Belgique) sont celles qui connaissent les plus fortes progressions et renforcent ainsi leur présence dans la région. A l'inverse, la fréquentation des touristes français diminue de -3,6 % ce trimestre (soit -415 000 nuitées).

La fréquentation des hôtels diminue de -1,2 % dans la région, avec 3,1 millions de nuitées pour 1,7 million de séjours. Le niveau de fréquentation hôtelière reste cependant proche de la moyenne des dix dernières années.

La relative bonne tenue du nombre de nuitées dans les hôtels est liée à la fréquentation de la clientèle d'affaires. Cette fréquentation est en hausse ce trimestre de +3,6 % soit +24 000 nuitées contre +0,5 % au niveau national. Cela fait écho aux actions de développement du tourisme d'affaires. Cependant, les nuitées d'affaires dans la région ne représentent encore que 22 % des nuitées totales des hôtels, contre 32 % au niveau national. Les nuitées de loisirs dans les hôtels, sont, quant à elles, en baisse de -2,4 % (-60 000 nuitées) poursuivant une tendance de

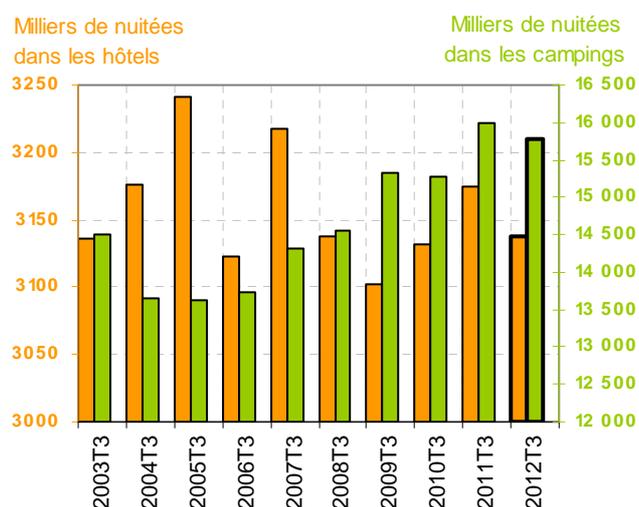
long terme dans le secteur hôtelier. Mais le cumul de ces nuitées de loisirs avec celles réalisées dans l'hôtellerie de plein air montre que la tendance du tourisme de loisirs est à la hausse dans la région.

### Nombre de nuitées au troisième trimestre 2012

Données brutes	Languedoc-Roussillon Nombre de nuitées (en milliers)		France métropolitaine
	3e trim 2012 Prov	Variation annuelle (en %)	Variation annuelle (en %)
Hôtels : juillet --> septembre	3 137,8	-1,2	-0,9
Campings : juillet --> septembre	15 791,7	-1,3	-0,9
<b>Ensemble (hôtel + camping)</b>	<b>18 929,6</b>	<b>-1,3</b>	<b>-0,9</b>

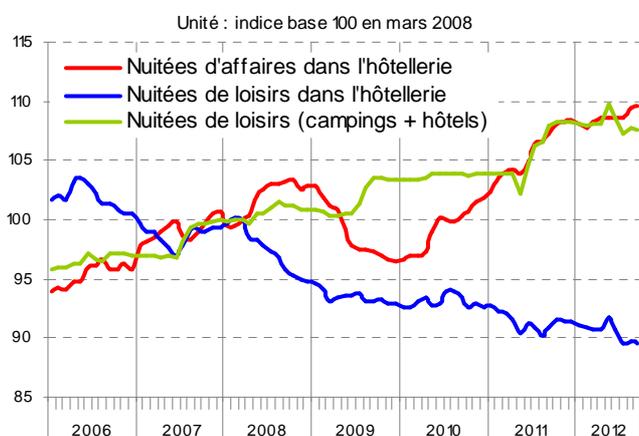
Sources : INSEE, Direction du Tourisme, Partenaires régionaux.

### Évolution des nuitées dans les hôtels et les campings au troisième trimestre de chaque année



Sources : Insee ; direction du Tourisme ; partenaires régionaux

### Évolution de la fréquentation pour motif de loisirs et d'affaires



Note : Données mensuelles brutes, chaque point représente le nombre de nuitées des 12 derniers mois

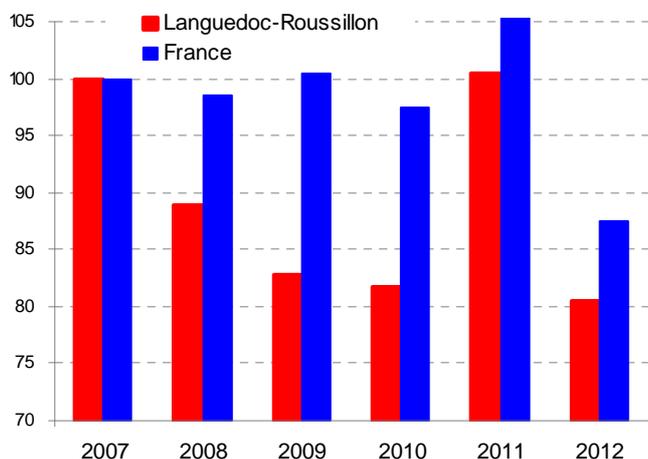
Sources : Insee ; direction du Tourisme ; partenaires régionaux

## Viticulture : baisse de la production après une année exceptionnelle

La production viticole du Languedoc-Roussillon concentre, cette année encore, près de 30 % de la production nationale contre un peu plus de 25 % en 2009 et 2010. La vendange 2012, estimée à 11,8 millions d'hectolitres est en recul de - 20 % par rapport à 2011. Mais la récolte 2011 avait été exceptionnelle et le niveau 2012 ne se situe que de 2 % en dessous de celui de 2010. Les conditions climatiques : grand froid hivernal, printemps frais et humide ayant provoqué de la coulure, suivi d'une période chaude et sèche durant la véraison, expliquent l'essentiel du repli. Néanmoins, le potentiel qualitatif des raisins est prometteur, ce que confirment les premières cuvées. Au plan national, la production de vin suit la même évolution avec 40,7 millions d'hectolitres attendus en 2012 contre 50,9 Mhl en 2011, et 45,4 Mhl en 2010.

### Évolution de la production de vins

(Indice base 100 en 2007)



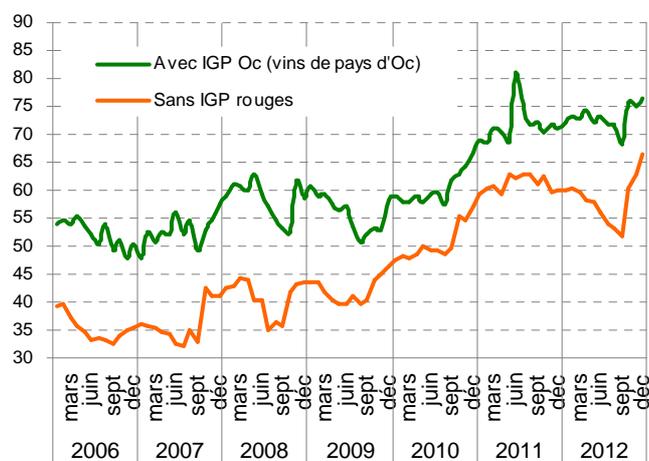
Source : Agreste

A cinq mois de campagne (août à décembre 2012) la baisse de la production est en partie compensée par l'élévation des prix. Le cours moyen des vins d'appellation d'origine protégée (AOP) en vrac est en hausse de + 2 % par rapport à la même période de la campagne précédente sur un volume de transactions sensiblement plus important (+ 25 %).

Celui des vins à indication d'origine protégée (IGP) (70 % de la production régionale) est en hausse de + 6,7 % sur les 5 premiers mois de la campagne précédente pour des volumes contractualisés beaucoup plus conséquents (+ 15 %).

Celui des vins sans indication géographique (VSIG) est en plus légère hausse (+ 1,4 %), mais sur des volumes contractualisés deux fois plus élevés qu'à la même période en 2011.

### Cours des vins IGP d'Oc rouges et des VSIG rouges en Languedoc-Roussillon (en euro/hectolitre)



IGP : Indication Géographique Protégée

Sources : Draaf FranceAgriMer.

### Une activité globalement soutenue dans le commerce de gros, mais nouvelle dégradation dans le commerce de détail et la réparation d'automobiles

Selon les entrepreneurs interrogés, les ventes dans le commerce de gros se sont maintenues ce trimestre. Néanmoins, le solde d'opinion correspondant reste en dessous de sa moyenne de longue période. Les évolutions sont divergentes selon les secteurs du négoce de gros. Les chefs d'entreprises des produits alimentaires tirent leur épingle du jeu. Dans le commerce de gros des ventes de biens domestiques, les professionnels jugent également le volume d'affaires en hausse. Les prévisions sont optimistes pour ces secteurs avec l'arrivée des fêtes de fin d'année. En revanche, la morosité gagne le secteur des biens d'équipements industriels. Les intentions de commandes sont faibles, pénalisées par la demande industrielle en retrait et par l'industrie du bâtiment qui marque le pas.

Au niveau national, le climat conjoncturel dans le commerce de gros se dégrade. Les grossistes signalent un ralentissement de l'activité passée : Les soldes d'opinion relatifs aux ventes passées et aux livraisons reçues se stabilisent à des niveaux inférieurs à leurs niveaux moyens. Par ailleurs, les livraisons reçues de l'étranger et les exportations sont jugées en baisse par les professionnels.

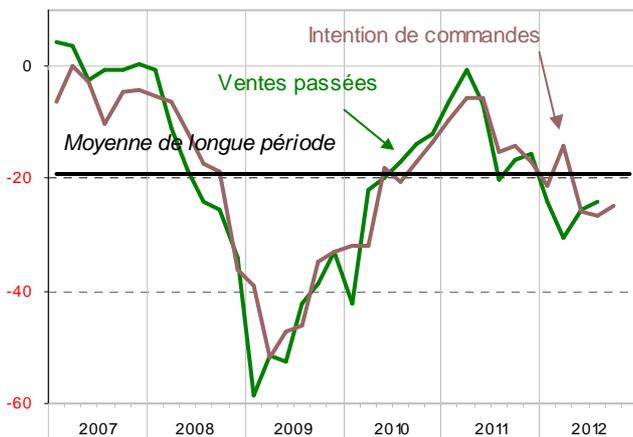
D'après les chefs d'entreprises du commerce de détail et de la réparation d'automobiles, le rythme de l'activité passée a de nouveau ralenti. Ce fléchissement des ventes devrait se poursuivre pour la fin d'année comme l'indiquent les intentions de commandes pour lesquelles le solde d'opinion est encore à la baisse. D'après les détaillants du commerce généraliste, les ventes se sont contractées et les intentions de commandes ne font pas état d'une amélioration pour la fin d'année. Les commerçants spécialisés estiment également que les ventes se sont repliées et ce recul devrait se prolonger.

compte tenu de la baisse des intentions de commande. D'après les commerçants automobiles, le solde d'opinion sur les ventes se situe au plus bas et l'activité prévue reste terne.

Au niveau national, le climat des affaires se dégrade de nouveau dans le commerce de détail et dans le commerce et la réparation automobiles : l'indicateur synthétique du climat des affaires perd 6 points, devenant très inférieur à sa moyenne de long terme.

#### Soldes d'opinion des chefs d'entreprises sur l'activité dans le commerce de gros en Languedoc-Roussillon

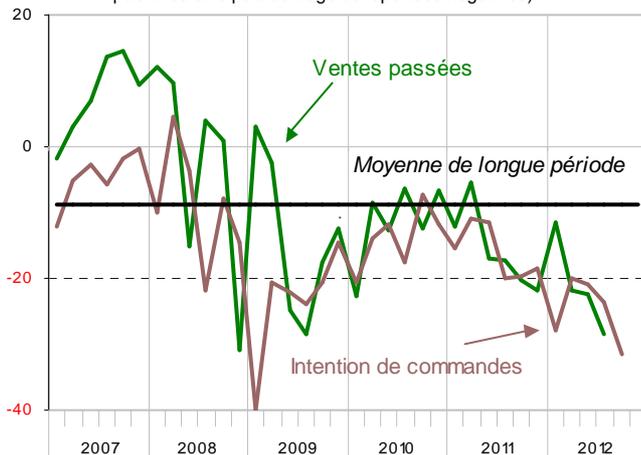
(Unité : % solde d'opinion, différence entre le pourcentage de réponses positives et le pourcentage de réponses négatives)



Source : Insee - enquête nationale de conjoncture pondérée par la structure régionale des établissements selon leur secteur et taille

#### Soldes d'opinion des chefs d'entreprises sur l'activité dans le commerce de détail en Languedoc-Roussillon

(Unité : % solde d'opinion, différence entre le pourcentage de réponses positives et le pourcentage de réponses négatives)



Source : Insee - enquête nationale de conjoncture pondérée par la structure régionale des établissements selon leur secteur et taille

### Les ventes de véhicules particuliers neufs déprimées

Les immatriculations de voitures neuves en Languedoc-Roussillon ont chuté de -14,9% au troisième trimestre 2012, par rapport au même trimestre un an plus tôt (-12,5% au niveau national). Sur les neufs premiers mois de l'année, la baisse est encore plus forte (-16,8% dans la région) en raison du recul très net du début d'année marquée par la fin du dispositif de prime à la casse.

### Ralentissement de l'activité dans l'industrie

Au troisième trimestre 2012, les chefs d'entreprises de l'industrie estiment que la production passée a nettement reculé, le solde correspondant étant largement en dessous de sa moyenne de longue période. Les stocks de produits finis sont jugés plus lourds et les carnets de commandes sont toujours aussi peu garnis. La demande adressée aux industriels continue de baisser et les perspectives à venir pour la fin d'année ne laissent pas présager d'une amélioration.

Au niveau national, la demande globale adressée aux industriels continue de baisser et la dégradation de la demande étrangère s'amplifie. Pour le quatrième trimestre 2012, les perspectives d'évolution de la demande globale s'améliorent cependant un peu tout en demeurant à un niveau assez faible.

#### Soldes d'opinion des chefs d'entreprises sur l'activité dans l'industrie en Languedoc-Roussillon

(Unité : % solde d'opinion, différence entre le pourcentage de réponses positives et le pourcentage de réponses négatives)



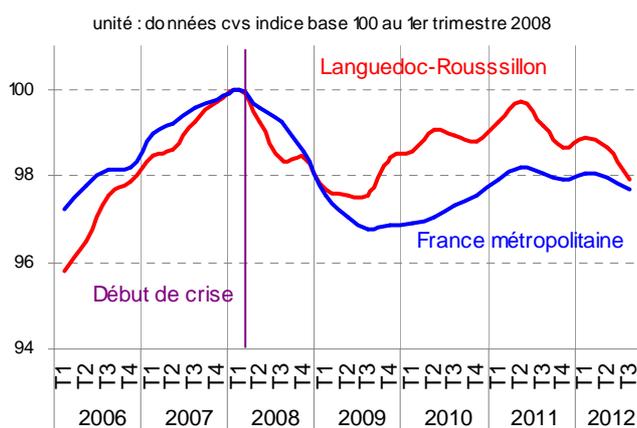
Source : Insee - enquête nationale de conjoncture pondérée par la structure régionale des établissements selon leur secteur et taille

## Emploi salarié

### Les pertes d'emplois salariés s'intensifient

Au troisième trimestre 2012, les pertes d'emplois salariés dans les secteurs marchands (hors agriculture, administration, éducation, santé, action sociale, particuliers employeurs) s'intensifient : - 3 800 postes après - 1 150 le trimestre précédent. Cette baisse de l'emploi salarié est plus forte qu'au niveau national (- 0,8 % dans la région contre - 0,3 % pour la France métropolitaine). Hors intérim, les destructions d'emplois salariés atteignent - 3 600 postes, soit - 0,8 %.

#### Évolution de l'emploi salarié marchand



Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs

Source : Insee, Estimations d'emploi

#### Évolution de l'emploi salarié marchand

	Languedoc-Roussillon		France métropolitaine	
	2012t3	2012t3/2011t3	2012T3	2012t3/2011t3
Industrie	0	-0,8	-0,2	-0,7
Construction	-1,3	-3,0	-0,2	-0,5
Commerce	-0,3	-0,8	-0,1	0
Services marchands hors intérim	-1,1	-0,1	0	0,8
Intérim	-1,1	-18	-5,7	-12,6
<b>Ensemble</b>	<b>-0,8</b>	<b>-1,3</b>	<b>-0,3</b>	<b>-0,4</b>

Données corrigées des variations saisonnières en fin de trimestre  
 Champ : emploi en fin de trimestre hors agriculture, emploi public dans les secteurs non marchands (administration, éducation, santé et action sociales) et activité des ménages en tant qu'employeur  
 Source : Insee, estimation d'emploi

### Le secteur des services marchands hors intérim perd des emplois ce trimestre

Après deux trimestres consécutifs de hausse, le secteur des services marchands hors intérim perd des emplois (- 2 600 après + 1 600 au deuxième trimestre). Les destructions d'emplois sont particulièrement importantes dans le secteur de l'hébergement et de la restauration (- 2 000 postes, soit - 4,7 %). Mais, il s'agit d'une observation en fin de trimestre qui ne reflète pas

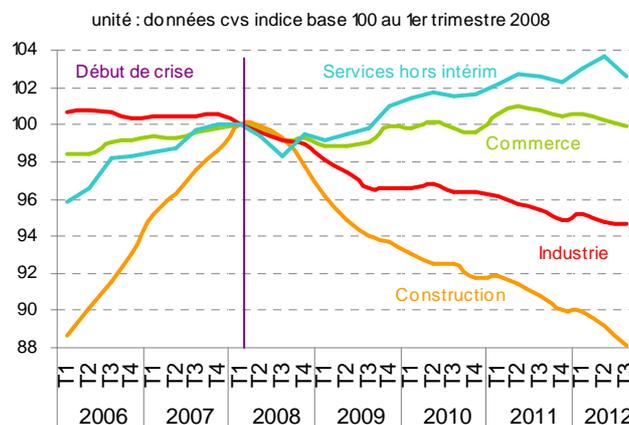
l'ampleur de l'activité du secteur durant le pic estival et les emplois saisonniers qui lui sont associés. D'après les données de l'Urssaf, au troisième trimestre 2012, la masse salariale dans l'hébergement et la restauration a, en effet, progressé de + 4,2 % en glissement annuel. L'hôtellerie-restauration avait enregistré une forte hausse de l'emploi fin juin suite, en particulier, aux anticipations d'embauches liées au lancement de la campagne touristique. A contrario, par rapport à l'an passé, plus de contrats saisonniers ou à durée déterminée ont dû se terminer avant le 30 septembre car la fin de saison touristique a été moins bonne.

Le secteur des autres activités de services, tournés vers les services aux ménages, perdent également des emplois ce trimestre (- 290 postes, soit - 0,8 %). L'emploi recule aussi dans le secteur des transports et entreposage (- 250 postes, soit - 0,6 %). Enfin, le secteur immobilier perd près de 180 emplois ce trimestre.

Dans l'industrie, hors intérim, l'emploi salarié se stabilise au troisième trimestre. Cependant, depuis un an, l'emploi industriel a reculé de plus de 500 postes (- 0,8 %). Les destructions d'emplois se poursuivent dans la construction (- 700 postes, soit - 1,3 %). En Languedoc-Roussillon, le secteur de la construction continue à payer le plus lourd tribut depuis le début de la crise avec plus de 7 200 emplois détruits depuis avril 2008.

Enfin, l'emploi hors intérim dans le commerce continue à se dégrader au même rythme qu'au trimestre précédent (- 350 postes, soit - 0,3 %).

#### Évolution de l'emploi salarié marchand par secteur en Languedoc-Roussillon



Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs

Source : Insee, Estimation d'emploi

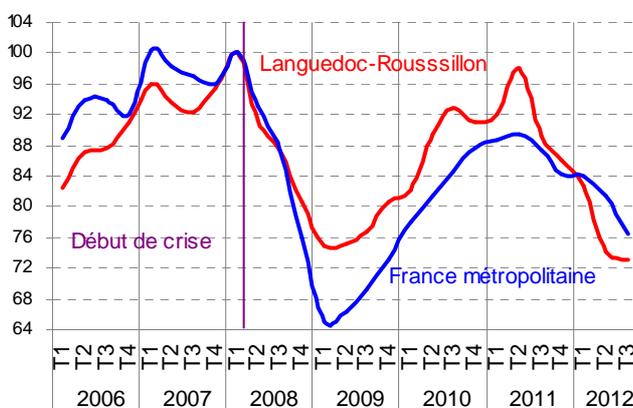
### L'emploi intérimaire chute moins ce trimestre

Au troisième trimestre 2012, la baisse de l'emploi intérimaire régional est moins forte qu'au trimestre précédent (- 1,1 % après - 10,6 %). En effet, si l'ajustement de l'emploi face aux difficultés économiques des entreprises avait porté essentiellement sur l'intérim au trimestre précédent, les destructions d'emplois au troisième trimestre affectent désormais plus les emplois moins flexibles. Toutefois, les effectifs de l'intérim continuent de reculer depuis un an, avec une baisse de - 3 000 intérimaires.

En France métropolitaine, les effectifs dans l'intérim décroissent fortement ce trimestre (- 31 300 postes, soit - 5,7 %). La baisse de l'intérim atteint - 74 400 sur un an au niveau national.

### Évolution de l'emploi intérimaire

unité : données cvs indice base 100 au 1er trimestre 2008



Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs

Source : Insee, Estimations d'emploi

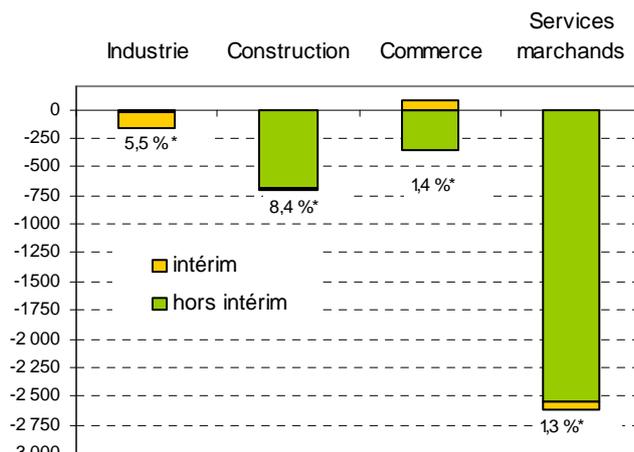
En Languedoc-Roussillon, le secteur de la construction, premier employeur de main d'œuvre intérimaire avec un taux de recours à l'intérim<sup>2</sup> de 8,4 %, affiche une baisse de - 0,4 % (- 50 intérimaires) ce trimestre. Depuis un an, le secteur de la construction est aussi celui qui a le plus détruit d'emploi intérimaire (- 1 050 postes, soit - 17,4 %).

Le secteur de l'industrie, également utilisateur de main d'œuvre intérimaire, enregistre un recul de - 3,3 % de l'emploi intérimaire ce trimestre (- 150 postes), ce qui conduit à une diminution de - 1 000 intérimaires en un an.

Le nombre d'intérimaires recule également dans les services marchands (- 2,2 %, soit - 50 postes). Sur un an, la perte s'élève à 750 postes intérimaires dans ce secteur.

Enfin, le commerce est le seul secteur où le nombre d'intérimaires est en hausse ce trimestre : + 4,6 % (+ 100 postes). Cependant, sur un an, ce volume recule de 250 postes.

### Évolution de l'emploi salarié marchand par secteur en Languedoc-Roussillon entre les 3èmes trimestres 2011 et 2012



\* Taux de recours à l'intérim : rapport du nombre d'intérimaires/emploi salarié total.

Source : Insee, Direccte Languedoc-Roussillon

### L'emploi chute plus fortement dans l'Aude et les Pyrénées-Orientales

Au troisième trimestre 2012, le recul de l'emploi salarié marchand de la région est plus marqué dans les départements de l'Aude (- 1,2 %) et des Pyrénées-Orientales (- 1,0 %). Pour ces deux départements, les pertes d'emplois s'expliquent essentiellement par le recul du nombre de postes dans les services marchands et dans la construction.

Les départements du Gard et de l'Hérault enregistrent une baisse de l'emploi moindre que la moyenne régionale, soit respectivement - 0,7 % et - 0,6 %. Dans le Gard, l'emploi baisse surtout dans l'intérim et les services marchands. Dans l'Hérault, le recul est très fort dans les services marchands et, dans une moindre mesure, dans la construction et le commerce.

Enfin, l'emploi en Lozère, avec des effectifs salariés de moindre ampleur, progresse légèrement (+ 0,3 %).

<sup>2</sup> Le taux de recours est le rapport du nombre d'intérimaires/emploi salarié total.

## Le marché du travail

### Nouvelle hausse du taux de chômage

Au troisième trimestre 2012, le taux de chômage en Languedoc-Roussillon augmente de + 0,1 point. Il s'établit désormais à 13,8 % de la population active. Cette nouvelle hausse suit la tendance nationale, où le taux de chômage s'élève désormais à 9,9 %. La France métropolitaine comptabilise 2,8 millions de personnes au chômage au sens du BIT. Le Languedoc-Roussillon reste la région présentant le taux de chômage le plus élevé de France métropolitaine devant le Nord-Pas-de-Calais. Depuis un an, la hausse du taux de chômage est plus forte dans la région qu'en France métropolitaine (respectivement + 1,0 point et + 0,7 point).

### Évolution du taux de chômage

	Taux de chômage en %			Variation (en point de %)	
	3e trim	2e trim	3e trim	trim	annuelle
	2011	2012	2012 (p*)		
Aude	12,5	13,5	13,5	0,0	1,0
Gard	12,5	13,3	13,5	0,2	1,0
Hérault	13,3	14,3	14,3	0,0	1,0
Lozère	5,6	6,2	6,0	-0,2	0,4
Pyrénées-Orientales	13,4	14,5	14,8	0,3	1,4
<b>Languedoc-Roussillon</b>	<b>12,8</b>	<b>13,7</b>	<b>13,8</b>	<b>0,1</b>	<b>1,0</b>
France métropolitaine	9,2	9,8	9,9	0,1	0,7

\* (p) = provisoire

Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisé

### Nouvelle dégradation dans les Pyrénées Orientales et le Gard

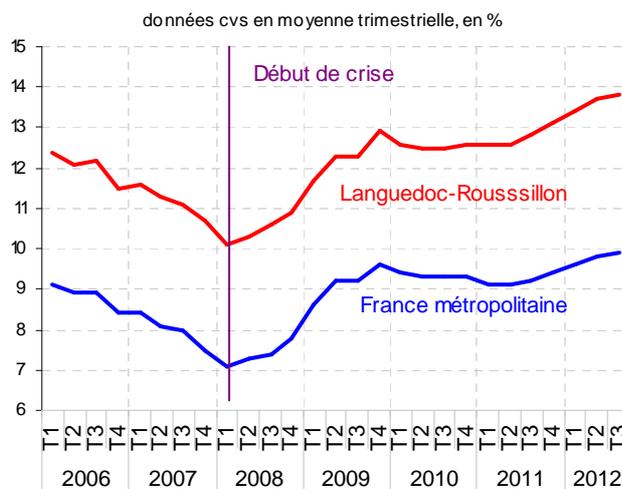
La plus forte augmentation du taux de chômage concerne le département des Pyrénées-Orientales, avec + 0,3 point de chômage supplémentaire. Le taux de chômage s'établit désormais à 14,8 % de la population active. Les Pyrénées-Orientales présentent le taux de chômage le plus élevé des départements de France métropolitaine et la deuxième plus forte dégradation depuis un an.

La situation se détériore également dans le département du Gard où le taux de chômage s'élève à 13,5 % (soit + 0,2 point).

Le taux de chômage se stabilise à un niveau élevé dans les départements de l'Aude et de l'Hérault (respectivement 13,5 % et 14,3 %).

Enfin, en Lozère, le taux de chômage recule légèrement en lien avec la légère amélioration de l'emploi ce trimestre et s'établit à 6,0 %.

### Taux de chômage



Source : Insee, taux de chômage au sens BIT et taux de chômage localisé

### Nombre de demandeurs d'emploi : nouveau record atteint

Fin septembre 2012, le nombre de demandeurs d'emploi (catégories A, B et C) continue d'atteindre des niveaux jamais observés dans la région avec 233 600 personnes inscrites à Pôle emploi. Cette progression est continue depuis novembre 2010. La hausse s'élève à + 2,0 % depuis fin juin, soit 4 480 demandeurs supplémentaires. Sur un an, la progression est de + 9,6 %, soit + 20 400 demandeurs d'emploi. Il s'agit de la deuxième plus forte progression annuelle du nombre de demandeurs d'emplois après la Bretagne.

En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A, B et C augmente de + 2,7 % ce trimestre (+ 8,3 % sur un an).

La hausse du nombre de demandeurs d'emploi n'ayant exercé aucune activité réduite au cours du mois (catégorie A) se poursuit au troisième trimestre 2012 (+ 2,4 %, soit + 3 800). Sur un an, cette augmentation est particulièrement marquée avec un bond de + 10,5 %. Bien que moins forte, l'augmentation du nombre de demandeurs d'emploi en activité réduite (catégories B et C) continue (+ 0,9 %, soit + 600), en particulier pour la catégorie B (+ 500).

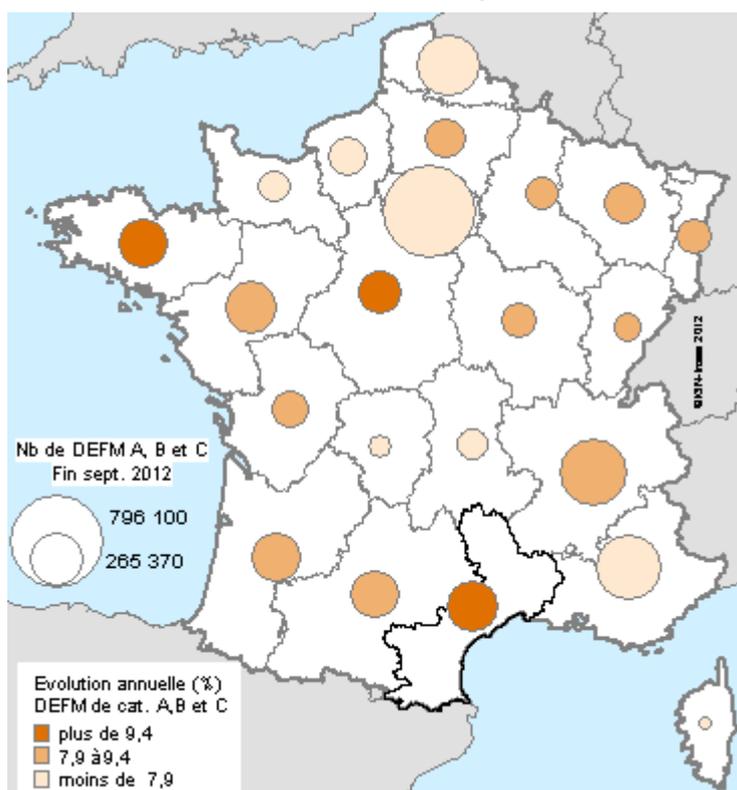
Cette hausse du nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A, B et C dans la région s'explique essentiellement par la diminution des sorties des listes de Pôle emploi au troisième trimestre (- 3,4 % par rapport au deuxième trimestre). Cette inflexion résulte, pour l'essentiel, de la baisse des entrées en stage (- 5,5 %) et des déclarations de reprises d'emploi (- 3,2 %).

En revanche, les entrées à Pôle emploi en catégorie A, B, C diminuent de - 0,6 % au cours des trois derniers mois. Cette diminution est principalement liée au repli des « licenciements pour cause économique » (- 10,4 %), des « autres licenciements » (- 9,4 %), des « premières entrées sur le marché du travail » (- 7,9 %), et des « fins de mission d'intérim » (- 6,0 %).

En revanche, les entrées pour « fins de contrat à durée déterminée » augmentent de +3,2 %, et celle pour « reprises d'activités » de +7,3 %.

Au cours du troisième trimestre 2012, l'augmentation du nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A, B, C dans les départements du Gard (+2,4 %) et des Pyrénées-Orientales (+2,2 %) est plus forte que la moyenne régionale. Cette hausse se situe légèrement en deçà dans les départements de l'Aude (+1,8 %) et de l'Hérault (+1,7 %). Enfin, le nombre de demandeurs d'emploi en Lozère tend à se stabiliser ce trimestre (+0,4 %).

#### Évolution sur un an du nombre de demandeurs d'emploi (A,B,C) inscrits à Pôle emploi



Source : Pôle emploi, Dares

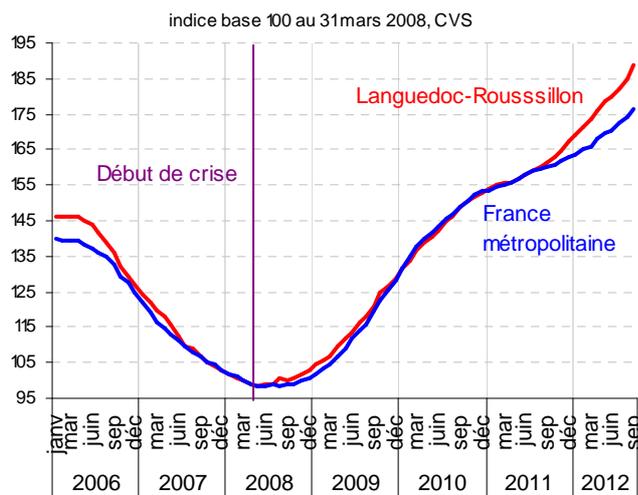
#### Le chômage de longue durée : la plus forte progression annuelle de France métropolitaine

Fin septembre 2012, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégories A, B, C depuis un an ou plus s'établit à 88 800 personnes, soit une hausse de +5,0 % en un trimestre. Le chômage de longue durée touche désormais 38 % des demandeurs d'emploi. Fait particulièrement aggravant, la région enregistre la plus forte progression du chômage de longue durée des régions de France métropolitaine. Depuis un an, le chômage de longue durée en Languedoc-Roussillon a augmenté de +16,8 %. Ce mouvement à la hausse est plus fort qu'au niveau national, où la variation est de +10,1 % depuis un an.

#### Les 50 ans et plus sont plus touchés par le chômage

Les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans sont toujours les plus touchés par la dégradation du marché du travail. Le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A, B, C de 50 ans et plus s'accroît de +5,1 % depuis fin juin. Sur la même période, le nombre de ceux de moins de 25 ans augmentent de +1,6 % et de +1,0 % pour ceux de 25 à 49 ans. Sur un an, la situation des demandeurs d'emploi les plus âgés s'aggrave, soit une hausse de +18,5 %.

#### Évolution du nombre de demandeurs d'emploi (A,B,C) inscrits depuis un an ou plus à Pôle emploi



Source : Pôle emploi, Dares

#### Les offres d'emploi reculent encore au troisième trimestre 2012

Au cours du troisième trimestre, les offres d'emploi collectées par Pôle emploi en Languedoc-Roussillon sont en retrait de -3,9 % par rapport au deuxième trimestre 2012. Si les offres d'emploi durables (six mois ou plus) augmentent de +4,5 % ce trimestre, celles de courtes durées (CDD, intérim) diminuent de -8,1 %.

Sur un an, les offres d'emploi reculent fortement tant pour les offres d'emploi durables (-17,2 %) que pour les offres d'emploi temporaires (-16,6 %).

## Démographie des entreprises

### Créations d'entreprises : repli des créations

Au cours du troisième trimestre 2012, près de 6 600 entreprises (en données brutes) ont été créées en Languedoc-Roussillon, soit une baisse de -1,2 % par rapport au même trimestre un an auparavant. Au niveau national, le nombre de créations d'entreprises au cours du troisième trimestre 2012 est en légère hausse par rapport au même trimestre un an auparavant (+0,6 %).

#### Créations trimestrielles d'entreprises

Données brutes	Nombre de créations 3 <sup>e</sup> trim.2012	Glissement (%) annuel du cumul *	
		sur 3 mois (T/T-4)	sur les 9 premiers mois de l'année
Forme sociétaire	1 643	-3,6	-4,7
Entreprises individuelles	4 948	-0,3	-0,7
Dont hors auto entrepreneur	1 077	-24,2	-19,7
Dont auto entrepreneur	3 871	9,2	7,1
<b>Ensemble</b>	<b>6 591</b>	<b>-1,2</b>	<b>-1,8</b>

\*Créations d'entreprises durant les 3 ou 9 derniers mois comparées aux mêmes mois un an auparavant

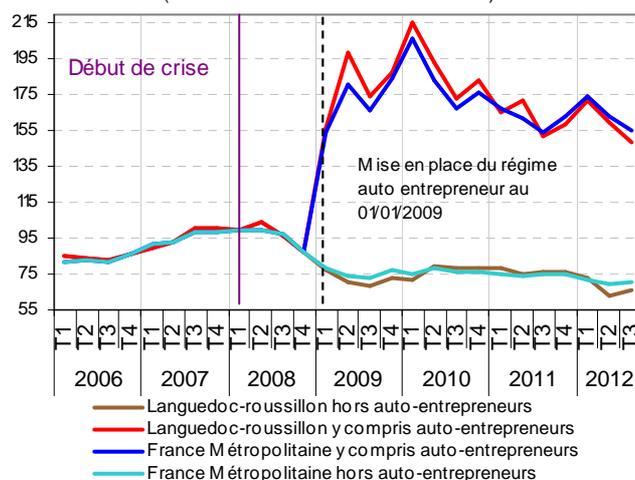
Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements -  
Champ : Activités marchandes hors agriculture

Au troisième trimestre 2012, les auto-entrepreneurs de la région représentent toujours 59 % des créateurs d'entreprises, contre 57 % au niveau national. Si les créations d'entreprises sous le régime de l'auto-entrepreneur progressent de +9,2 % (en glissement annuel), les créations de sociétés et d'entreprises individuelles hors auto-entrepreneurs reculent respectivement de -3,6 % et -24,2 %.

En Languedoc-Roussillon, les activités des autres services aux ménages, les activités immobilières et le commerce contribuent le plus à la baisse des créations. Seul le département de l'Hérault enregistre une hausse du nombre de créations au troisième trimestre 2012, soit +3,5 %. Les créations baissent dans les autres départements de la région. Le recul du nombre de créations est de -6,4 % dans le Gard, -4,6 % dans l'Aude, -3,3 % dans les Pyrénées-Orientales, et -2,0 % en Lozère par rapport au troisième trimestre 2011.

#### Créations d'entreprises

(en indice base 100 au 1<sup>er</sup> trimestre 2008)



Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture

Note : les créations d'entreprises hors auto-entrepreneurs sont corrigées des jours ouvrables et des variations saisonnières (CJO-CVS), les créations sous le régime d'auto-entrepreneur sont brutes.

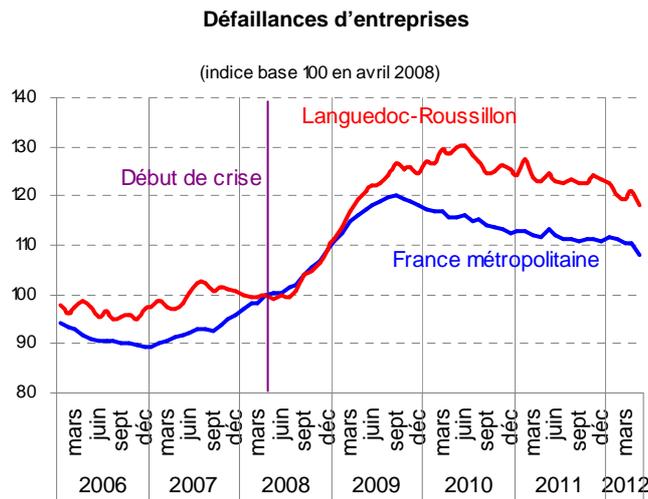
Sources : Insee, REE (répertoire des entreprises, Sirène).

Sur les neuf premiers mois de l'année 2012, le nombre de créations d'entreprises dans la région recule de -1,8 %. Ce net ralentissement des créations est notamment imputable à la baisse des créations d'entreprises individuelles hors auto-entrepreneurs qui reculent de -19,7 % au cours des neuf premiers mois de l'année, signe sans doute d'un effet de substitution entre les deux régimes.

Sur la même période, les créations de sociétés fléchissent de -4,7 %, tandis que les créations sous le régime de l'auto-entrepreneurs continuent de limiter la baisse régionale en progressant de +7,1 %.

## Les défaillances d'entreprises en baisse

De janvier à mai 2012, près de 1 240 entreprises ont fait l'objet d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire en Languedoc-Roussillon. Sur un an, la tendance est au recul en Languedoc-Roussillon comme en France métropolitaine. Le nombre de défaillances prononcées au cours des douze derniers mois baisse par rapport au douze mois précédents de - 5,2 % pour la région et de - 4,6 % pour le national.



Note : Données mensuelles brutes, en date de jugement. Chaque point représente le nombre de défaillances des 12 derniers mois.

Sources : BODDAC ; Insee

Cette tendance positive pour l'économie régionale cache cependant des disparités selon la taille des entreprises. Près de 50 % des entreprises défaillantes sont des micro-entreprises sans salarié, et 45 % sont des très petites entreprises (TPE entre 1 et 9 salariés).

La baisse des défaillances d'entreprise est portée par les micro-entreprises sans salarié (- 12 % sur les douze derniers mois). Les défaillances des très petites entreprises (TPE) entre 1 et 9 salariés se stabilisent depuis un an.

A l'inverse les entreprises de plus de 10 salariés enregistrent une hausse des défaillances depuis un an (+ 19,3 %). Ces entreprises de plus grandes tailles subissent de plein fouet la dégradation de l'activité. Face à l'appauvrissement des carnets de commande et à des difficultés de trésorerie, ces entreprises ont du mal à faire face à leurs charges fixes, notamment salariales. Devant ces difficultés financières, les entreprises de 10 salariés et plus se retrouvent de plus en plus nombreuses à faire l'objet d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire. L'augmentation du nombre de défaillances de ces entreprises risque de menacer les emplois dans la région.

Compte tenu de la prépondérance des micro-entreprises dans les défaillances, et de son orientation favorable, la plupart des secteurs d'activités sont orientés à la baisse. Ainsi, les secteurs de la construction et du commerce qui représentent la moitié des défaillances enregistrent une diminution du nombre d'ouverture de procédures de respectivement - 7,6 % et - 8,5 %. En revanche, le secteur de l'hébergement et restauration, qui représente 15 % des défaillances, enregistre + 10 % de défaillances supplémentaires depuis un an.

## Financement de l'économie

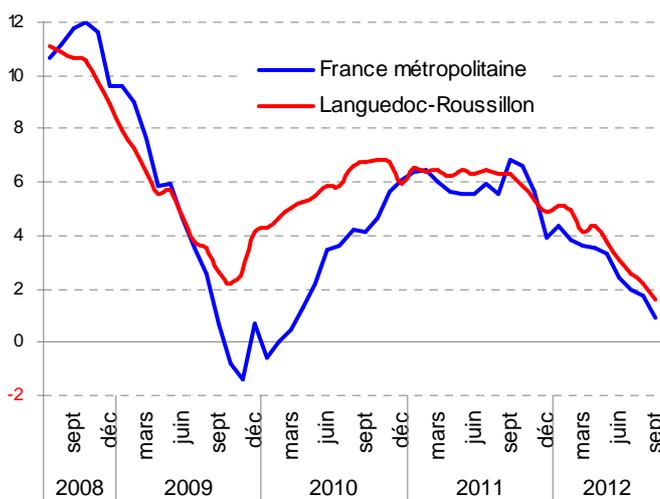
### Les crédits aux entreprises et aux ménages ralentissent

Les encours de crédit à fin septembre 2012, c'est-à-dire le montant des crédits alloués par les banques de la région aux différents acteurs économiques, sont en hausse de + 1,6 % par rapport à la même période un an plus tôt. Le rythme de progression annuel décélère depuis septembre 2011, reflétant le ralentissement de l'activité économique ressenti par les entreprises.

Les crédits de trésorerie continuent de baisser (- 6,7 % par rapport à septembre 2011). Le recul des crédits de trésorerie signifie que les entreprises n'ont pas de besoin d'exploitation à financer. Ces évolutions sont conformes aux enquêtes de conjoncture auprès des chefs d'entreprises qui font ressortir dans l'ensemble un net ralentissement des carnets de commande et un gonflement des stocks. Les volumes de crédit de trésorerie sont inférieurs de 11 % à ce qu'ils étaient en 2008.

Les crédits à l'équipement, révélateurs de la propension des entreprises régionales à investir, sont encore assez dynamiques (+ 2,5 % en glissement annuel), mais la tendance est là aussi au ralentissement depuis un an.

Évolution des encours de crédits en glissement annuel (en %)



Source : Banque de France

Les prêts à l'habitat continuent de décélérer depuis un an (+ 3,0 %), poursuivant la tendance amorcée en mars 2011 (+ 9,0 %). Cette décélération s'explique en partie par la baisse des avantages fiscaux liés au dispositif Scellier, ainsi qu'à la suppression du prêt à taux zéro dans l'ancien pour les primo-accédants réduisant ainsi le nombre de candidats à l'accession à la propriété. D'autres facteurs trouvent leur origine dans le durcissement des conditions d'octroi de crédit, et par un contexte économique morose qui freine les ménages pour l'acquisition d'un bien immobilier.

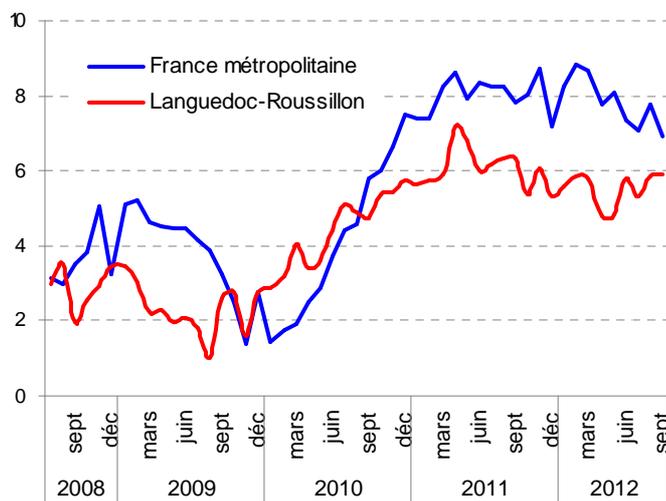
## Dépôts bancaires : une épargne toujours élevée

Fin septembre 2012, les montants des dépôts bancaires réalisés par les particuliers et les entreprises progressent sur un an de + 5,9 % en Languedoc-Roussillon. Néanmoins, l'évolution des dépôts dans la région marque un décrochage par rapport au niveau national. La progression des dépôts est moins forte dans la région depuis la fin d'année 2010.

Le suivi des dépôts des agents économiques (entreprises et particuliers) sur les comptes ordinaires créditeurs est un bon indicateur de l'activité économique. En période de croissance de l'activité, les flux sur ces comptes progressent. Or fin septembre 2012, l'évolution du montant des dépôts sur les comptes créditeurs progresse faiblement dans la région (+ 1,0 %) et la tendance est au ralentissement depuis deux ans.

Côté épargne, le montant des dépôts bancaires placés sur des comptes d'épargne ou sur des livrets d'épargne se stabilise à un haut niveau fin septembre. Les montants déposés sur des comptes d'épargne à vue (livret A, Livret de Développement Durable, Compte d'Epargne Logement, Livret d'Epargne Populaire) progressent de + 7,9 % (en glissement annuel). Les dépôts à terme et plans d'épargne (Plan d'Epargne Logement, Plans d'Epargne Populaire, comptes à terme, bon de caisse) progressent de + 8,2 %. Dans un contexte de montée des incertitudes tant pour les entreprises que pour les ménages, l'épargne semble encore être un puissant motif de précaution.

Évolution des montants des dépôts de la clientèle non financière en glissement annuel (en %)



Source : Banque de France

## **Pour comprendre ces résultats**

### **Les données brutes et corrigées des variations saisonnières (CVS)**

La série brute est la série observée ; son évolution peut en général se décomposer en trois facteurs : une tendance, une composante saisonnière et des composantes irrégulières. La correction des variations saisonnières est une technique statistique pour éliminer l'effet des fluctuations saisonnières normales sur les données, pour en faire ressortir les tendances fondamentales (tendance et composantes irrégulières). Les données CVS sont utilisées pour comparer les trimestres entre eux. Les données brutes sont utilisées pour comparer une période par rapport à la même période de l'année précédente. Pour des données brutes trimestrielles, le trimestre est comparé au même trimestre de l'année précédente ; pour des données trimestrielles cumulées sur quatre trimestres, le cumul sur les quatre derniers trimestres est comparé au cumul sur les quatre trimestres précédents.

### **Les estimations trimestrielles régionales de l'emploi salarié marchand**

Source : Insee

Les évolutions trimestrielles des effectifs salariés sont fondées sur les évolutions de l'emploi de la source URSSAF. Tous les établissements versant des cotisations sociales, y compris ceux qui se créent au cours du trimestre, sont pris en compte. Pour les années 2009 et antérieures, les estimations trimestrielles d'emploi sont calées sur les estimations annuelles issues de la source ESTEL (Estimations d'emploi localisé) et élaborées à partir des déclarations annuelles de données sociales (DADS). Le niveau d'emploi au 31 décembre est ainsi égal à celui des estimations annuelles. Les estimations calculées par ESTEL sont corrigées de la multi activité et correspondent à un concept d'emploi au sens du Bureau International du Travail (BIT). Ainsi, toute personne ayant effectué un travail déclaré au cours de la dernière semaine de l'année est comptabilisée dans le niveau d'emploi. Les taux d'évolution trimestriels issus d'Épure (données Urssaf exploitées par l'Insee) sont appliqués au point annuel 2009. En ce qui concerne l'emploi intérimaire, l'indicateur utilisé est une moyenne sur les cinq derniers jours ouvrés du trimestre, du nombre de missions d'intérim en cours chaque jour. Cet indicateur est élaboré par la Dares à partir des déclarations mensuelles des entreprises de travail temporaire adressées à Pôle emploi. Les séries sont corrigées des variations saisonnières et calées sur le niveau national.

#### **Révision des séries d'estimations d'emplois**

Pour un même trimestre, plusieurs estimations successives sont réalisées.

Une première estimation de l'emploi salarié régional dans les grands secteurs économiques (industrie, construction, commerce, intérim et services marchands hors intérim) est disponible environ 70 jours après la fin du trimestre.

À l'issue du troisième mois suivant la fin du trimestre (environ 90 jours après la fin du trimestre), une estimation de l'emploi départemental au niveau A17 de la nomenclature agrégée est réalisée à partir de la source Urssaf au sein des directions régionales de l'Insee, qui disposent ainsi d'un temps de traitement plus long et de l'intégration des déclarations des cotisants retardataires.

Cette estimation est susceptible d'être révisée à l'occasion de la publication des résultats du trimestre suivant (soit 160 jours après la fin du trimestre), puis une nouvelle fois au troisième mois après la fin du trimestre suivant (soit 180 jours après la fin du trimestre).

Enfin, un dernier ajustement des résultats trimestriels est effectué lorsque de nouvelles estimations annuelles sont disponibles. Celles-ci concernent à chaque fois les deux dernières années.

### **Le chômage**

Source : Insee

En application de la définition internationale adoptée en 1982 par le Bureau International du Travail (BIT), un chômeur est une personne en âge de travailler (15 ans ou plus) qui répond simultanément à trois conditions : être sans emploi, c'est-à-dire ne pas avoir travaillé, ne serait-ce qu'une heure, durant une semaine de référence ; être disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours et chercher activement un emploi ou en avoir trouvé un qui commence ultérieurement.

#### **Le taux de chômage :**

C'est le pourcentage de chômeurs dans la population active (actifs occupés + chômeurs).

#### **Les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi**

Sources : **Pôle emploi - DIRECCTE Languedoc-Roussillon - Dares**

- Catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi.
- Catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (i.e. de 78 heures ou moins au cours du mois).
- Catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (i.e. de plus de 78 heures au cours du mois).
- Catégorie D : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie...), sans emploi.
- Catégorie E : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, en emploi (par exemple : bénéficiaires de contrats aidés).

## ***Créations d'entreprises***

Source : **Insee - Sirene**

La définition des créations d'entreprises s'appuie sur les concepts harmonisés au niveau européen. Les créations d'entreprises correspondent aux nouvelles immatriculations dans le répertoire Sirene, qui enregistrent un début d'activité relevant de l'un des cas suivants :

- création de nouveaux moyens de production ;
- redémarrage d'une activité après une interruption de plus d'un an ;
- redémarrage d'une activité après une interruption de moins d'un an, mais avec changement d'activité ;
- reprise par une entreprise nouvelle, des activités d'une autre entreprise, s'il n'y a pas continuité entre la situation du cédant et celle du repreneur en termes d'activité et de localisation.

## ***Défaillances d'entreprises :***

Source : **Bodacc - Insee**

La défaillance d'entreprise correspond à l'ouverture d'une procédure de jugement de redressement judiciaire (qui ne se traduit pas toujours par une liquidation). Cette procédure intervient lorsque l'entreprise est en situation de cessation de paiements. Les séries publiées dans cet article sont des séries en date de jugement, date à laquelle la procédure de redressement judiciaire a été effectivement ouverte dans le tribunal de commerce ou le tribunal de grande instance.

## ***Les logements :***

Sources : **Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (MEEDDM - DREAL).**

Les résultats publiés sont issus de la base de données [Sit@del2](#). Celle-ci rassemble les informations relatives aux autorisations de construire (permis délivrés) et aux mises en chantier transmises par les directions départementales du ministère et par les communes instructrices. Les résultats sont exprimés en date de prise en compte, c'est-à-dire date à laquelle l'événement (autorisation, ouverture de chantier, etc.) est enregistré dans la base de données [Sit@del2](#).

Les chiffres publiés portent sur le nombre de logements ordinaires (hors logements en résidence), au sein desquels, les logements individuels (maisons) sont distingués des logements collectifs (appartements). Les logements en résidences (résidences pour personnes âgées, pour étudiants, pour touristes, etc.) se caractérisent par la fourniture de services individualisés (de loisirs, de restauration, de soins ou autres). Les foyers et les hôtels qui ne comportent que des chambres et des services communs ne sont pas classés dans les logements mais dans les locaux d'hébergement.

## ***La repondération des enquêtes de conjoncture***

Source : **Insee**

L'Insee effectue mensuellement des enquêtes nationales auprès des entreprises des secteurs de l'industrie, du bâtiment, du commerce de détail, du commerce de gros et des services marchands.

Les résultats régionaux sont obtenus en appliquant aux indicateurs nationaux élémentaires la structure régionale des établissements, selon leur secteur d'activité et leur taille.

Les soldes d'opinion résultent de la différence entre le pourcentage d'entrepreneurs qui estiment la situation « en hausse » et le pourcentage des entrepreneurs qui l'estiment « en baisse », au regard de la question posée. Les réponses de type « stable » n'influencent pas la valeur des soldes.

L'interprétation des séries doit se faire avec prudence : en général l'évolution d'une série sera privilégiée par rapport à son niveau. Toutefois, pour qualifier son niveau, la référence doit toujours être la moyenne de longue période de la série pour tenir compte du comportement de réponse usuel des chefs d'entreprise.

## ***Fréquentation hôtelière***

**Hôtellerie**

Sources : **Insee - Ministère délégué au Tourisme**

L'enquête mensuelle effectuée auprès des hôtels du Languedoc-Roussillon est une enquête nationale résultant d'une convention passée entre le Ministère en charge du Tourisme et l'Insee. Au niveau régional, elle est réalisée en partenariat avec la Direction du tourisme du Conseil régional et les Comités départementaux du tourisme.

La collecte est réalisée tous les mois auprès d'un échantillon d'hôtels classés de 1 à 5 étoiles, en fonction de leur confort, de leur équipement et de leurs services.

**Hôtellerie de plein air - les campings**

Sources : **Insee - Ministère délégué au tourisme**

L'enquête mensuelle effectuée auprès des gestionnaires de campings du Languedoc-Roussillon est une enquête nationale résultant d'une convention entre le Ministère en charge du Tourisme et l'Insee. Au niveau régional, elle est réalisée en partenariat avec la Direction du tourisme du Conseil régional et les Comités départementaux du tourisme.

Seuls les terrains de camping déclarés à la préfecture et ayant reçu une autorisation préalable d'ouverture entrent dans le champ de l'enquête. Sont donc exclus : les aires naturelles de camping, le camping "sauvage", le camping "à la ferme" et les terrains limités à six emplacements ne nécessitant pas d'autorisation d'ouverture.

[Liens sur la conjoncture](#)

- <http://www.insee.fr/fr/regions/languedoc/> - [La conjoncture régionale](#)
- [Banque de France en Languedoc-Roussillon](#)
- [Agrete Languedoc-Roussillon](#)
- [Directe Languedoc-Roussillon](#)
- [Cellule économique du BTP en Languedoc-Roussillon](#)